



Pour le monde du travail et la jeunesse : la solution ne viendra pas des urnes.

A peine le temps de scander « Lecornu dégage » qu'il a déjà plié boutique emportant avec lui son gouvernement éclair de ministres recyclés... certes avec un petit sursis donné par Macron jusqu'à mercredi soir. Désolant, ce spectacle ? Il ne nous fera pas pleurer ! Ces ministres du dimanche soir toucheront plus d'indemnités pour douze heures en poste que les ouvriers de Stellantis Poissy licenciés après 30 ans à la chaîne. Et ces jeux politiques sont d'autant plus risibles que du PS au RN, tous sont prêts à voter un budget de guerre sociale comme le budget de Bayrou. Tous savent aussi combien d'électeurs ils perdraient en 2027, dans les classes populaires, s'ils en prenaient la responsabilité. Blocage, car le grand patronat, la classe des milliardaires, exige des politiques qui prétendent les représenter qu'ils poursuivent son offensive anti-sociale, quoi qu'il en coûte.

La mascarade à droite et à l'extrême droite

Retailleau, qui tire maintenant à boulets rouges sur un gouvernement dont il était ministre de l'Intérieur, explique qu'il n'est pas responsable de sa démission. D'ex-premiers ministres de Macron, Attal, Philippe, quittent le navire ! Tous pleurent sur l'incapacité (des autres) à trouver des compromis, tout en exigeant qu'ils rallient leurs propres positions. Le RN, de son côté, appelle à de nouvelles élections législatives, qu'il pense pouvoir remporter tant sa démagogie raciste et sécuritaire est reprise et validée par tous les partis du gouvernement. Et il insiste : lui aussi mènerait la même politique au service des riches et des patrons.

Les illusions de la gauche institutionnelle

Le PS, les Verts et le PCF rappellent Lucie Castet, leur ex-candidate au poste de Premier ministre, et confirment qu'ils postulent à gouverner... contre les classes populaires ! La FI de Mélenchon appelle à une élection présidentielle, une posture qui apparaît plus radicale mais qui n'offre pas d'autre horizon qu'une nouvelle élection. Et la FI tente de ressusciter le Nouveau front populaire, c'est-à-dire de ressusciter un PS avec lequel elle gouvernerait. Qu'il semble loin ce temps du 10 septembre où Jean-Luc Mélenchon et la FI appelaient à la grève générale... mais vantaient en même temps l'attitude responsable de l'intersyndicale qui proposait une journée de grève interprofessionnelle le 18, pour tenter de reprendre le contrôle d'une coagulation des colères et des luttes qui s'est exprimée spectaculairement par la journée de grèves et de

blocage du 10 septembre. Une intersyndicale qui, rappelons-le, avait appelé à voter NFP il y a un peu plus d'un an !

Construire un parti révolutionnaire, aussi fidèle aux intérêts des classes populaires que Macron l'est à ceux des patrons !

Tous les partis qui aspirent à gouverner partagent fondamentalement un programme commun : celui de protéger les intérêts du patronat et la place de l'impérialisme français dans le monde. Tous, y compris la France insoumise, s'accordent sur l'augmentation des budgets militaires et sur le nécessaire versement aux banques de cette rente inique que sont les intérêts de la dette de l'État. Cette crise politique, c'est précisément le symptôme de l'incapacité du système capitaliste d'exploitation, qu'ils protègent tous, à faire vivre l'humanité. D'où des révoltes et une urgence : c'est nous qui travaillons, c'est nous qui devons décider !

Une seule voie : ne pas tourner la page qui s'est ouverte le 10 septembre et s'est prolongée le 18 et le 2 octobre. Avoir l'objectif, pour tout changer, de continuer à se mobiliser et tout bloquer. Mais pas au parlement ! Par la grève, qui est l'arme des travailleurs, aux côtés de la jeunesse. La vraie démocratie, elle est dans nos assemblées générales et nos manifestations. Organisons-nous par nos luttes et nos grèves ! Il nous faut faire vivre la perspective d'un pouvoir des travailleurs, seul débouché aux crises du capitalisme.

Les autruches ne souffrent pas de RPS

Qu'a fait la direction de Suez, suite à la diffusion d'un webinaire sur la santé mentale au moment de la Semaine de la Santé ? Lors de celui-ci, de nombreux collègues se sont exprimés sur leur souffrance due au sous-effectif, à la pression de leur hiérarchie, etc.

À la Sevesc et à Suez, les mêmes causes entraînent les mêmes conséquences : burn-out, dépressions, démissions. Les directions, elles, sont la tête dans le sable. Nous, nous gardons la tête haute et continuons d'exiger des conditions de travail dignes, avec des effectifs suffisants.

Contrats : exigeons la transparence

Les collègues qui ont été désignés comme transférables vont recevoir la proposition de la SAUR. Parmi eux, quelques collègues Suez Eau France travaillant pour Hydreaulys. La liste, révélée au dernier moment, n'est pas connue des syndicats Suez. Mais surtout, si le groupe perd de prochains contrats comme Seneo ou Aquavesc, beaucoup d'entre nous pourraient être impactés.

Le problème, c'est l'opacité du contrôle de gestion, nous devrions tous savoir à combien nous travaillons sur chaque contrat et comment la direction justifie notre charge de travail auprès de nos gros clients. Voilà justement ce qu'elle ne veut pas révéler car cela touche à son pouvoir d'exploiter comme elle l'entend la «ressource humaine».

Les barrières d'Interville

Depuis que les travaux de sécurisation des accès au site du Pecq sont terminés, on découvre les problèmes qu'ils ont créés : en plus des deux malheureuses barrières tombées au combat, les accès proprement dits peuvent être compliqués à voir. Les collègues extérieurs en formation ou sous-traitants n'ont pas intérêt à traîner à pied seul entre midi et deux du mauvais côté d'un portail. Sinon retour à la case départ en espérant un interphone avec un dispatheur au bout du fil.

On ne va pas le retenir...

Suite à la grève qui dure depuis deux mois en Martinique, le PDG de la SAUR a répondu par courriel aux grévistes : « vous commencez à me fatiguer [...] donc je me casse ». Il répond aux exigences des grévistes par la menace du départ de la SAUR de Martinique. Les grévistes demandent que les jours de grève leur soient payés : ce n'est pas de leur fait si la SAUR n'avait pas respecté l'accord passé pour le versement d'une prime lors du changement de

contrat et s'ils ont dû faire grève pour le faire respecter.

La SAUR préférerait sans doute investir dans des pays où le droit de grève n'existe pas...

Deliveroo condamnée

Le conseil de prud'hommes de Paris a condamné Deliveroo à plus de deux millions d'euros d'amende pour « travail dissimulé » concernant une cinquantaine de livreurs à deux roues. L'enseigne continue de les considérer comme « travailleurs indépendants » ou « auto-entrepreneurs », alors qu'elle décide de leurs horaires et de leur niveau de rémunération. Elle se voit contrainte de salarier seize des plaignants et de leur donner accès à la médecine du travail, à une mutuelle et aux congés payés. En outre, Deliveroo devra s'acquitter de centaines de milliers d'euros de cotisations patronales non réglées avec, pour certaines, effet rétroactif depuis 2019. Une petite victoire qui ne peut qu'encourager les 70 autres livreurs dont les dossiers sont toujours en attente.

Gaza : l'anéantissement

Un journaliste du Monde a pu entrer dans Gaza-ville, lors d'un déplacement organisé et encadré par l'armée israélienne. Trois heures dans l'horreur d'une « ville anéantie et vidée de sa population ». « Les destructions paraissent irréelles tant elles sont absolues et systématiques ». Les trois quarts des immeubles et des routes sont détruits ou endommagés, 88 % des commerces et des entreprises. Depuis deux ans, plus de 66 000 Palestiniens ont été tués, 170 000 blessés dont beaucoup d'enfants. 800 000 personnes ont dû quitter Gaza-ville pour se réfugier dans des zones insalubres et surpeuplées au sud de l'enclave. Le gouvernement israélien empêche l'aide humanitaire et provoque une famine généralisée. Mobilisons-nous pour stopper ce génocide !

Maroc : des milliers de jeunes dans la rue

À l'appel d'un collectif appelé GenZ 212, des dizaines de milliers de jeunes manifestent depuis plusieurs jours dans de nombreuses villes. Ces mobilisations font suite au décès de huit femmes enceintes admises dans un hôpital public d'Agadir en vue de césariennes. Les manifestants réclament une réforme du système éducatif et des services de santé publique. Ils protestent également contre la corruption et les dépenses somptuaires engagées dans des chantiers comme des stades de football pour la Coupe du monde, alors que l'argent manque pour les écoles et les hôpitaux. La répression a déjà fait trois morts, mais le mouvement continue.